

Les Investisseurs **Suisses** Dans le Système **ICE**

Note de Recherche
Février 2026



BREAKFREE
Suisse

En Résumé

Les investisseurs suisses dans le système ICE

Cette Note de Recherche s'appuie sur des données publiques, sur des sources officielles, des rapports d'organisations spécialisées dans le suivi des atteintes aux droits humains, et sur le fruit de plusieurs enquêtes journalistiques menées par des médias de référence.

Palantir, AT&T, Geo Group et CoreCivic

ICE adossé à quatre firmes états-uniennes côtées

La machine à déportation des migrant·es et à neutralisation des opposant·es politiques que représente ICE s'appuie de façon essentielle sur l'action d'entreprises privé·es cotées en bourse dont Palantir, AT&T, Geo Group et CoreCivic.

UBS, la BNS, la Banque Cantonale de Zurich,...

Des investisseurs suisses de premier plan

Un groupe d'investisseurs suisses incluant UBS, la BNS, la Banque Cantonale de Zurich, Zurich Insurance, Swiss Life, Pictet et Lombard Odier, possède des parts dans tout ou partie de ces firmes.

UBS détient 2,9 milliards La BNS 1,4 milliard cumulés

Les plus grands volumes observés

UBS détient quelques 2,9 milliards dans Palantir, Geo Group et CoreCivic. La BNS totalise un investissement d'1,4 milliard dans Palantir, Geo Group et AT&T.

Plusieurs lignes rouges outrepassées

Quid des intérêts du peuple suisse ?

Les investisseurs concernés tirent profit des stratégies d'entreprises des firmes listées, et se rendent complices des abus qu'elles commettent mais aussi de la mise en chaos qu'elles alimentent aux dépens des intérêts du peuple suisse.



Les Investisseurs Suisses dans le Système ICE

Table des Matières

En Résumé	02
Partenariats Public-Privé	04
Une “chaîne de valeur” de la surveillance et de la déportation	05
Prestataires clefs	06
Objectifs	07
Investisseurs suisses	08
Tableau d’investissement	09
Analyses et Conclusion	10-12



Les photographies illustrant ce document sont tirées de bases en accès libre alimentées par les services de communication de l'administration fédérale états-unienne

Partenariats Publics/Privés

Depuis un an, le retour au pouvoir de Donald Trump a enclenché un basculement politique majeur aux États-Unis et dans le reste du monde. Il prend la forme d'une « mise en chaos » illibérale conjuguant, à très grande échelle, l'action d'acteurs publics et privés, locaux, nationaux et transnationaux.

Parvenant à prendre de vitesse et à sidérer les principaux contrepouvoirs démocratiques, allouant des crédits gigantesques au déploiement de l'appareil sécuritaire, et déchainant les forces de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) dotée d'équipements militarisés, le gouvernement fédéral états-unien déploie une politique visant à la plus grande déportation de migrant-e-s de l'histoire des États-Unis combinée à la neutralisation de celles et ceux que le président situe comme des « ennemis de l'intérieur ».

L'agence ICE exécute sa mission en articulation avec un groupe d'entreprises présentées comme « alliées et atouts ». Elles contribuent à ses objectifs tout en engrangeant au fil des contrats publics des sommes considérables, dont une partie se retrouve réinjectée sur les comptes des officiels et des campagnes MAGA.

Comme l'indique le [Rapport mondial annuel 2026 de Human Rights Watch](#) :

« Le recours par [l'administration Trump] à des boucs émissaires parmi les minorités raciales et ethniques, le déploiement des forces de la Garde nationale sous des prétextes fallacieux, les actes de représailles répétés contre des ennemis politiques perçus comme tels et d'anciens responsables désormais critiqués à son égard, ainsi que les tentatives d'accroître les pouvoirs coercitifs de l'exécutif et de neutraliser les contrepouvoirs démocratiques, témoignent d'une dérive autoritaire marquée des États-Unis. »

« Depuis son entrée en fonctions en janvier, la nouvelle administration Trump a imposé de vastes politiques anti-immigrés. Elle a recouru au profilage racial dans l'application des lois sur l'immigration, limité les demandes d'asile motivées par des violences conjugales et cherché à empêcher les nouveaux demandeurs de déposer un dossier, au mépris du droit américain et du droit international.

L'administration a arrêté et expulsé sommairement un nombre croissant de personnes migrantes ou immigrées, principalement de couleur de peau noire ou brune, violant ainsi leurs droits à une procédure régulière et suscitant un climat de peur. Les tribunaux ont mis fin à des abus particulièrement flagrants, comme la tentative d'expulser des enfants non accompagnés vers le Guatemala. Dans de nombreuses régions, les forces de l'ordre locales ont renforcé leur coopération avec les agences fédérales chargées de l'application des lois sur l'immigration, parfois avec des conséquences désastreuses. »

Une chaine de valeur de la surveillance & de la déportation

Immigration and Customs Enforcement (ICE)

La « chaine de valeur » actuelle de la répression et de la déportation aux États-Unis va de la surveillance, identification et arrestation lors d'opérations menées par des escouades équipées de systèmes de communication AT&T et d'applications de traque numérique Palantir, jusqu'aux déportations via des vols charters de CSI Aviation, GlobalX ou Avelo, en passant par la détention dans un centre géant de GEO Group ou CoreCivic.



Les principaux contrats (en montant USD) conclus ces dernières années par le Department of Homeland Security (DHS) pour le compte de ICE avec des entreprises cotées en bourse impliquent notamment :

Palantir	
AT&T	
Geo Group	
CoreCivic	

Palantir

Fondée par le libertarien technoféodaliste Peter Thiel et par l'ancien progressiste devenu « fier soutien » des opérations militaires israéliennes à Gaza Alex Karp, a obtenu en septembre 2022 un contrat fédéral de 139 millions USD sur un peu moins de quatre ans pour soutenir les recherches des forces de ICE et un total de 81,1 millions en 2025 ([USA Spending, 2026](#) / [Financial Times, jan. 2026](#) / [CNSBC, mars 2024](#)).

Elle collabore avec le DHS depuis le début des années 2010 en développant par la suite l'application FALCON Search and Analysis, outil pour « stocker, rechercher, analyser et visualiser des volumes d'informations existantes afin de soutenir la mission de ICE » (DHS, Privacy Impact Assessment, 2016 cité par [Empower LLC, oct 2018](#)).

Palantir a plus récemment mis en place, la base de données Immigration OS (pour Immigration Lifecycle Operating System) ([New York Times, jan. 2026](#)). Fruit d'un contrat public attribué sans mise en concurrence ([Washington Post, déc. 2025](#)), Immigration OS puise dans les réseaux sociaux, les traces fournies par des applications commerciales mais aussi les données de plusieurs administrations et programmes gouvernementaux. C'est le cas de Medicaid et du U.S. Internal Revenue Service (IRS). Elles peuvent ainsi servir à localiser en temps réel les migrant·e·s ou les opposant·e·s à contraindre ([EFF, jan. 2026](#) / [The American Prospect, août 2025](#)). Sur cette base, Palantir a mis au point l'application ELITE, un outil cartographique permettant aux forces de ICE de visualiser des « cibles potentielles » et de choisir les quartiers les plus propices pour les rafles ([Media 404, jan. 2026](#)).

Le Memorandum of Understanding qui lie l'IRS et ICE et installe le partage d'informations au profit de l'agence de déportation a donné lieu à la démission de la commissionnaire par interim de l'IRS Melanie Krause, qui avait pourtant été nommé par Trump ([New York Times, avril 2025](#)).

AT&T

La multinationale AT&T - qui dans des spots publicitaires prétend « construire ce qui compte » - a obtenu en 2021 du Département de la Sécurité Intérieure un contrat de 90 millions, sur un peu moins de quatre ans, pour équiper ICE en systèmes informatiques et de communication, notamment pour des tâches d'analyse de données et de soutien. Si il était prolongé, l'administration fédérale envisage que le dit contrat puisse aller jusqu'à 165,2 millions USD ([USA Spending, 2026](#)). AT&T a officiellement dépensé 10,3 millions en lobbying durant l'année 2025 ([Open Secrets, 2026](#)).

CoreCivic

Autre géante de la détention privée, l'entreprise basée au Tennessee, tire un tiers de ses revenus de ICE ([Financial Times, juil. 2025](#)). Le DHS, a attribué à CoreCivic pour ICE un contrat de près de 300 millions en 2025. La même année, le groupe a officiellement alloué près de 2 millions aux activités de lobbying auprès des autorités fédérales ([Open Secret, jan. 2026](#)). La firme est, comme sa principale concurrente, accusée de faire dormir des détenu·e·s à même le sol, de ne pas leur accorder de soins médicaux suffisants et d'empêcher par moment et par endroit l'accès aux familles et avocat·e·s ([ABC7, jan. 2026](#) / [Financial Times, juil. 2025](#) / [ACLU Louisiana, août, 2024](#)).

Geo Group

Multinationale dont le siège est situé à Boca Raton dans le comté de Palm Beach en Floride. Elle est l'une des plus grandes entreprises de gestion de complexes carcéraux privés au monde. Elle construit et gère des établissements pénitenciers et centres de détention pour migrant·e·s et des services de surveillance électroniques. Elle s'est vu attribuer 800 millions en contrats par le DHS pour le compte de ICE l'année dernière ([The Financial Times, jan. 2026](#)). Sa filiale BI Incorporated a tout récemment obtenu un contrat de 121 millions USD sur deux ans de la part de ICE pour traquer via « toutes les technologies disponibles » les migrant·e·s que l'agence n'aura pas pu interpeler ([Geo Group, déc. 2025](#) / [The Intercept, déc. 2025](#)). Geo Group a officiellement dépensé près d'1,4 million l'année dernière en lobbying à Washington en vue d'influencer les décideurs au sujet de la chaîne pénale ([Open Secret, jan. 2026](#)). Elle emploie depuis peu Checkmate Government Relations, la firme d'un proche de Donald Trump Jr., Ches McDowell ([Notus, jan. 2026](#)). Par ailleurs, Pam Bondi, actuelle U.S. Attorney general a été lobbyiste pour GEO Group en 2019. Tom Homan ancien directeur de ICE, présenté par Donald Trump comme le « Tsar des frontières » a effectué des activités rémunérées de consultant pour la même firme ([The Intercept, juil. 2025](#)). Enfin, Geo Group a recruté à plusieurs reprises d'ex hauts cadres de ICE en leur confiant des postes à responsabilité ([Project On Government Oversight, jan. 2025](#)).

Prestataires Cleps

Objectifs

surveillance & déportation

de très grande ampleur

Objectifs quantitatifs très élevés, budget sans précédent et résultats basés sur l'effet sociétal et le taux de départ conditionnent les contrats de prestation

Le Department of Homeland Security poursuit l'objectif fixé par Donald Trump de déportation de 1 million de personnes par an. Totalisant actuellement environ 68 000 personnes en détention (dont 85% dans des structures privées, [University of Syracuse, fév. 2025](#)), le Département vise la création de 80 000 lits de détention supplémentaires ; contre environ 40 000 début 2025. Sur les 68 000 détenus à la fin de l'année 2025, plus de 70% n'avaient aucun passé judiciaire.

Les moyens massifs alloués à la politique de déportation font les affaires des géantes de la surveillance numérique, de la logistique et de la détention privée. Les CEO de Geo Groups et de CoreCivic ont salué le moment « Trump II » comme étant « sans précédent » pour le développement de leurs firmes ([Potus, août 2025](#)). Répondant au très vif besoin exprimé par l'administration en poste à Washington, une capacité supplémentaire de 18 000 nouveaux lits va être déployée par GEO Groups et de 28 000 par CoreCivic ([The Intercept, juil. 2025](#)).

Selon les instructions de Todd Lyons directeur de ICE, le travail des deux géantes de la détention privée appliqué aux migrant·e·s raflé·e·s a pour finalité de les obliger à signer un contrat de départ des États-Unis et de « remplir les avions » ([Financial Times, juil. 2025](#)) ; ceci explique en partie les nombreux témoignages de déporté·e·s attestant des conditions de détention inhumaines qu'elles et ils ont vécu·e·s dans les centres Geo Group et CoreCivic ([Financial Times, juil. 2025](#)).

85% des migrant·e·s femmes, hommes et enfants incarcéré·e·s par ICE le sont dans des centres de détention privés



Des Investisseurs Suisses de premier plan

Le groupe UBS est un actionnaire conséquent de GeoGroup totalisant près de 3 % de ses parts, derrière un gestionnaire d'actif comme Vanguard mais devant ses concurrentes états-uniennes JP Morgan et Morgan Stanley.

La Banque Nationale Suisse a investi 5,59 millions USD dans GeoGroup ([Notre BNS/WAV, 2025](#)). La Banque Cantonale de Zurich (ZKB) et Pictet participent eux aussi à l'actionnariat des deux firmes de détention privée: cumulant 0,9 million pour la ZKB et 0,57 million USD pour Pictet AM ([au 27 janvier 2026](#)).

UBS Gestion d'Actifs a placé 2 milliards 827 millions dans Palantir. La BNS : 883 millions. Swiss Life AM : 156,57 millions USD ([au 2 décembre 2025](#)) Zurich Insurance : 87,13 millions USD ([au 14 novembre 2025](#)) Lombard Odier : 17,81 millions USD ([au 14 novembre 2025](#)). La BNS a 585,57 millions dans AT&T Inc ([au 13 novembre 2025](#)) ; Zurich Insurance 68,97 millions ; Lombard Odier AM Suisse, à peine plus de 0,73 million ([au 14 novembre 2025](#)).

**La répression des
« ennemis de
l'intérieur » et des
migrant·e·s par ICE et
ses prestataires
prend appui sur des
investisseurs
institutionnels, dont
font partie UBS, la
BNS, la Banque
Cantonale de Zurich,
Swiss Life, Zurich
Insurance, Pictet et
Lombard Odier**



Tableau financier détaillé page 9

Les données
d'investissement
utilisées
proviennent de la
base de données
FINTEL et de celle
de la Coalition
Notre BNS / WAV

Tableau d'investissement

Palantir

Banque Nationale Suisse
UBS AG & AM
Lombard Odier AM
Zurich Insurance Group
Swiss Life AM
Pictet
ZKB

Valeur (USD mn \$)

888,93
2,820,00
17,81
87,13
156,57
0
0

AT&T

Banque Nationale Suisse
UBS AG & AM
Lombard Odier AM
Zurich Insurance Group
Swiss Life AM
Pictet
ZKB

Valeur (USD mn \$)

585,75
0
0,73
68,97
0
0
0

Geo Group

Banque Nationale Suisse
UBS AG & AM
Lombard Odier AM
Zurich Insurance Group
Swiss Life AM
Pictet
ZKB

Valeur (USD mn \$)

5,59
54,37 + 4,84
0
0
0
0,32
0,43

CoreCivic

Banque Nationale Suisse
UBS AG & AM
Lombard Odier AM
Zurich Insurance Group
Swiss Life AM
Pictet
ZKB

Valeur (USD mn \$)

soldé en 2025
4,85 + 3,28
0,48
0
0
0,25
0,48



Analyse: human-rights washing

Banque Nationale Suisse

Bien que la Banque Nationale Suisse ne communique généralement que peu ou pas au sujet de ses investissements (et de ses désinvestissements), l'institution s'est donnée comme ligne directrice de ne pas investir notamment dans des « entreprises qui violent massivement des droits humains fondamentaux, qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement » (BNS, 2025). Elle est présente dans trois des quatre entreprises signalées. Elle s'est séparée de sa prise de position d'une valeur de 4,7 millions USD dans CoreCivic au premier trimestre 2025.

En 2024, Le point de contact national (PCN) suisse auprès de l'OCDE a instruit une plainte déposée par trois associations dont l'ONG BankTrack reprochant à UBS et la BNS l'irrespect de lignes directrices OCDE du fait de leurs investissements dans GeoGroup et CoreCivic, entreprises responsables de multiples atteintes aux droits humains (SECO, août 2024). UBS a refusé de participer à la médiation et au dialogue confidentiel qui lui était proposé, en précisant que ses investissements étaient « passifs » et qu'elle doutait de la « bonne foi » de celles et ceux qui les mettaient en cause (SECO, oct. 2025).

UBS

UBS affirme être « engagé pour respecter les droits humains » dont « au minimum ceux de la déclaration internationale des droits de l'homme ». Le groupe s'appuie sur une déclaration Droits Humains et situe le UN Human Global Compact comme un « engagement clé ». UBS prétend appliquer « un cadre stratégique en matière de durabilité et de risques climatiques à toutes [ses] activités pertinentes et dans tous les secteurs. Cela [l']aide à identifier et à gérer les impacts négatifs potentiels sur le climat, la nature, l'environnement et les droits humains, ainsi que les risques associés qui affectent [ses] clients et [elle]-même ». Sur cette base, la banque liste « certaines activités controversées » dans lesquelles elle ne s'« engag[e] pas » ou [s'engage] uniquement sous réserve de critères stricts » (UBS, Human Rights Statement, 2025).

Le PCN a formulé 3 recommandations: (1) Inclure les investissements passifs dans l'évaluation globale des risques et examiner ses investissements passifs existants afin de vérifier leur compatibilité avec les Principes directeurs de l'OCDE ; (2) Renforcer son engagement auprès des fournisseurs d'indices et leur faire part de ses attentes en matière de droits humains

Le total de 2,9 milliards qu'a investi, et/ou que gère UBS pour le compte de ses clients, dans trois des prestataires déterminants de ICE que sont Geo Group, CoreCivic et Palantir donnent un relief particulier à la prise de position de son CEO Sergio Ermotti à Davos cette année. Ce dernier affirmant sur le plateau de Bloomberg qu'il est « impossible de se diversifier en dehors des États-Unis » (Bloomberg, jan. 2026). Les prises de participation d'UBS s'ajoutent à son choix d'alimenter les majors pétro-gazières déterminantes dans la politique de « Domination Énergétique » menée par Donald Trump (Le Courrier, déc. 2025). Elles accentuent enfin le schéma de risques réputationnels caractérisant aujourd'hui le groupe bancaire (BreakFree Suisse, Réponse au Conseil Fédéral Suisse, jan. 2026).

(3) Plaider en faveur d'une clarification des obligations en matière d'éthique commerciale responsable concernant les investissements passifs, dans le cadre d'une approche multipartite. (BankTrack, oct. 2025)

La BNS s'est retranchée derrière son « indépendance » pour rejeter, elle aussi, toute médiation du PCN.

Analyse: human-rights washing

Lombard Odier

La banque genevoise annonce intégrer dans ses choix « les risques liés au développement durable ». Leur prise en compte est située comme « essentielle au processus de prise de décision en matière d'investissement », dont font partie le risque social et les atteintes aux droits humains, « dans la conception, la sélection, la promotion et la distribution de ses produits et services financiers ». Ses politiques internes prohibent notamment les conseils et les investissements « dans les cas constituant des violations graves des principes du Pacte mondial des Nations Unies ». Elles sont appuyées sur « une carte thermique de matérialité ESG » allant jusqu'à cibler les « risques en aval liés à l'impact négatif potentiel des produits et des services vendus » ([Lombard Odier, SFDR, 2026](#)).

Par ailleurs, le groupe bancaire a pris en février 2024 des engagements devant le point de contact Suisse OCDE dont le fait que « la collusion entre le secteur privé et le gouvernement visant à faciliter ou à restreindre les libertés fondamentales n'est jamais acceptable. » et que « La communauté des investisseurs ne devrait pas adopter une attitude passive lorsque des questions relatives aux violations des droits de l'Homme sont soulevées. » ([NCP of Switzerland, Final Statement, fév. 2024](#)).

Pictet

Le groupe arbore une déclaration Droits Humains. Cette dernière indique que l'investisseur « aborde les thèmes liés à l'engagement en matière de droits de l'homme lorsqu'ils sont importants et soutient les résolutions liées aux droits de l'homme lorsqu'elles sont pertinentes. » ([Pictet, Human Rights Statement, jan. 2025](#)). Dans sa Politique d'Investissement Responsable, le groupe Pictet affirme prendre en compte « les impacts négatifs des investissements potentiels sur la société » et les « risques sociaux » liés par exemple aux atteintes aux droits humains ([Pictet, Responsible Investment Policy, nov. 2025](#)).

Swiss Life

Le groupe a signé le UN Global Compact. Via ses activités de gestionnaire d'actifs, il dit pratiquer une « Surveillance ESG continue : identification des actifs présentant une violation grave ou systématique des normes définies, impliqués dans des controverses graves ou affichant une performance ESG globale faible. ». Swiss Life AM entend de plus « restreindre les investissements dans les actifs associés à de graves violations des droits humains et « s'aligner sur les meilleures pratiques de l'industrie » ([Swiss Life, Declaration of Respect for Human Rights, 2021](#)).

Zurich Insurance

La multinationale est un investisseur important. Elle indique dans ses prises de positions sur l'enjeu du respect des droits humains que « Conformément à son objectif de « créer ensemble un avenir meilleur », Zurich aspire à être l'une des entreprises les plus responsables et les plus influentes au monde. » « respecter la protection des droits humains internationaux dans notre sphère d'influence et nous nous efforcerons d'éviter toute complicité dans des violations des droits humains », Dans un rapport publié le mois dernier, nous avons signalé l'exposition financière de Zurich aux firmes dont les activités contribuent à une destruction importante de l'environnement et à des violations des droits humains, dont le génocide perpétré à Gaza ([BreakFree Suisse, jan. 2026](#)).

Banque Cantonale de Zurich

Au titre de sa politique de soutenabilité, la banque cantonale annonce que dans sa « sphère d'influence, [elle] respect[e] et sout[ient] les mesures visant à faire respecter les droits de l'Homme internationalement applicables tels que définis par les Nations unies, notamment les droits à la vie, à la liberté, à la sécurité, à des conditions de travail équitables, à l'égalité des chances et aux droits des enfants. » ([Zürcher Kantonal Bank, Sustainability Report, 2024](#))

“Le déploiement par l'administration Trump des systèmes d'IA [Babel Street et Palantir] dans le contexte d'un programme de déportation massive et de répression des expressions anti-génocide a conduit à une série de violations des droits humains. Cela comprend une série de détentions illégales et de déportations massives, créant un climat de peur et exacerbant “l'effet paralysant” pour les communautés de migrant·e·s et les étudiant·e·s dans les écoles et les campus.” [Amnesty International, Ringing the Alarm Bell, jan. 2026](#)

Conclusion

Le groupe UBS, la Banque Nationale Suisse, la Banque Cantonale de Zurich, le groupe Pictet, le groupe Lombard Odier, Swiss Re et Zurich Insurance tirent profit par leurs investissements et se rendent complices par leur silence et leur passivité des stratégies des entreprises prestataires “alliées et avantages” de ICE que sont Palantir, AT&T, GeoGroup et CoreCivic.

Ces institutions financières ont, à ce titre, une part de responsabilité dans la prolongation des abus commis par le système de repression et dans la “mise en chaos global” qu’il alimente au dépend des intérêts du peuple suisse. Elle est accentuée par le peu de cas qu’elles font de leurs propres engagements en matière de responsabilité sociale, de respect des droits humains et des avantages qu’elles tirent du libéralisme politique Suisse.

Tant que la participation de leaders de la finance suisse dans les structures actionnariales de partenaires d'affaires de la “machine” de surveillance, de déportation et de répression déployée aux USA perdurera, comment croire que Donald Trump cessera de brutaliser les régimes libéraux et de saper les normes fondamentales internationales sur lesquelles la Confédération adosse en grande partie son vivre-ensemble et son bien-être ?

Plus d'informations

<https://breakfreesuisse.org/>



BREAKFREE
Suisse